



COMÉDIE
FRANÇAISE

RICHELIEU
V^x-COLOMBIER
STUDIO

**TRAVAUX DE RENOVATION SCENIQUE
DE LA COMEDIE FRANCAISE
RICHELIEU**

LOT N°9 : ASCENSEUR

Appel d'offres ouvert en application des articles L. 2124-1 et R. 2124-1 du code de la commande publique

Type de marché

Travaux

Référence du marché

2025_001_DBE

Pouvoir adjudicateur

Comédie Française
Place Colette
75001 Paris

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

Date et heure limites de réception des offres : 12 mai à 12h

ARTICLE 1 : PRESENTATION DU MARCHE

1.1. Objet du marché

L'opération porte sur une rénovation d'espaces existants, une optimisation des espaces et flux de personnes ainsi qu'une mise aux normes des espaces tant sur le plan de la sécurité incendie que sur le respect du code du travail.

Hormis la rénovation des cintres, les derniers grands travaux de rénovation de la scène datent de 2004. Mais plus globalement les derniers travaux majeurs de réaménagement sur l'ensemble de ces espaces datent de 1975.

Les travaux ont pour objet :

- La rénovation de la scène, des dessous et de l'accès décor ;
- La rénovation complète des réseaux scéniques (lumière, son, vidéo) ;
- Le regroupement des différentes régies avec vue directe sur la salle (lumière, son, vidéo) ;
- L'optimisation des espaces stockages ;
- La rénovation et le regroupement des ateliers de proximité (accessoires, tapisserie, bois, métal, électricité) ;
- La création d'un nouvel ascenseur de grande dimension desservant l'intégralité des niveaux et demi-niveaux ;
- Le regroupement des équipes techniques en créant un pôle majeur à l'étage entresol ;
- La création d'un foyer commun afin d'assurer une meilleure cohésion.
- Les accroches en salle

Ce lot concerne des travaux d'installation d'un ascenseur.

1.2. Forme et montant du marché

Le présent marché est passé selon une procédure formalisée ouverte en application des articles R. 2124-1 et R. 2124-1 1° du code de la commande publique.

Il s'agit d'un marché traité à prix forfaitaire, passé selon les dispositions de l'article R. 2112-6 2° du code de la commande publique.

1.3. Décomposition du marché

Le lot n°9 fait partie d'une opération et les lots ci-dessous sont en cours d'attribution.

<i>Numéros</i>	<i>Intitulé du lot</i>
<i>Lot GTDT n°1</i>	Curage - Déplombage – Démolition - Gros-œuvre
<i>Lot GTDT n°2</i>	Second-oeuvre
<i>Lot GTDT n°3</i>	Couverture-étanchéité-façades
<i>Lot GTDT n°4</i>	Serrurerie-machinerie-plancher scène
<i>Lot GTDT n°5</i>	Réseaux scéniques
<i>Lot GTDT n°6</i>	CVC - Plomberie - GTB
<i>Lot GTDT n°7</i>	Électricité - CFo-CFa
<i>Lot GTDT n°8</i>	Sprinklage – Grand secours

1.4. Conditions de participation des concurrents

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous- traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous- traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement solidaire ou conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Les candidats peuvent présenter une offre en qualité de candidat individuel et/ou en qualité de membre d'un ou plusieurs groupements. Un même prestataire ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché, ni se présenter à la fois en candidat individuel et en tant que mandataire d'un groupement.

1.5. Nomenclature communautaire

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

Code principal	Description
45313100-5	Travaux d'installation d'un ascenseur

ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 Durée du marché – Délais d'exécution

Le marché prend effet à compter de sa notification et s'achève à la fin de la garantie de parfait achèvement.

Pour l'ensemble des lots, le délai d'exécution des prestations est fixé à 15,5 mois à compter de l'ordre de service de démarrage des travaux, dont 3 mois de préparation pour la phase 2 et 5 mois pour la phase 3, pour l'ensemble des lots (par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux), y compris congés payés, intempéries, repliement des installations et nettoyage des lieux.

2.2 Variantes et prestations supplémentaires ou alternatives

Les variantes ne sont pas autorisées.

2.3 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 6 mois à compter de la date limite de réception des offres, telle que prévue en page de garde du présent règlement de la consultation (RC).

2.4 Mode de règlement du marché et modalités de financement

Le marché sera financé par le pouvoir adjudicateur.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de trente (30) jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

3.1 Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation du présent marché contient les pièces suivantes :

UN DOSSIER ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

- Le règlement de la consultation (RC) et ses annexes
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le rapport initial de Contrôle Technique
- Le plan général de coordination sécurité (PGC SPS)
- Le cahier des clauses techniques communes (CCTC) et ses annexes
- Le calendrier détaillé d'exécution
- La NOC
- Le PIC
- La notice de sécurité (Provisoire en attente des autorisations de travaux)
- La notice d'accessibilité (Provisoire en attente des autorisations de travaux)
- Les relevés géomètres de l'existant

- Les rapports géotechniques
- Les études structure des dessous
- Les études structure pour les accroches en salle
- Le cahier des charges SSI

LE DOSSIER ETABLI PAR LE MAITRE D'ŒUVRE ET COMPRENANT :

- Un dossier Pièces Ecrites comprenant le CCTC et les CCTP (Voir Sommaire en Annexe)
- Un dossier Pièces graphiques Architecte (Voir Sommaire en Annexe)
- Un dossier Pièces graphiques Scénographe (Voir Sommaires en Annexe)
- Un dossier Pièces graphiques Techniques comprenant des plans et des synoptiques (Voir Sommaires en Annexe)

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat. Il est disponible à l'adresse électronique suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique ou par courrier électronique n'est autorisée.

3.2 Modifications apportées en cours de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications non substantielles au dossier de consultation et de formuler des recommandations spécifiques aux candidats, dans le strict respect de l'égalité de traitement des candidats et des règles de concurrence. Ces modifications devront être reçues par les candidats 5 jours avant la date limite de réception des offres.

En cas de nécessité, la Comédie-Française pourra reporter la date limite de réception des offres initialement fixée et figurant en page de garde du présent règlement de la consultation. La Comédie Française indiquera alors aux candidats la nouvelle date limite de présentation des demandes de renseignements complémentaires dans les mêmes conditions que celles énoncées à l'article 7 des présentes.

Les candidats seront alors tenus de remettre leur offre en intégrant l'ensemble des compléments d'information ou modifications apportées au dossier de consultation, sans pouvoir élever aucune contestation de ce chef.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que les modifications apportées aux documents en cours de consultation, ainsi que les réponses aux questions posées par les candidats, seront publiées sur le site www.marches-publics.gouv.fr. Les candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sur ce site recevront un courrier électronique d'alerte les informant des modifications apportées et les invitant à se rendre sur ce site pour télécharger les documents ajoutés ou modifiés, ainsi que les questions- réponses.

La vigilance des candidats est donc attirée sur l'attention à porter à tout courrier électronique provenant de la plate-forme www.marches-publics.gouv.fr ou de tout courrier électronique ou fax provenant du pouvoir adjudicateur.

Les candidats sont également invités à se rendre régulièrement sur le site www.marches-publics.gouv.fr pour vérifier l'éventuelle publication d'un avis rectificatif ou d'une question-réponse sur la procédure en cours.

Lors de votre inscription sur la plateforme, les candidats sont en outre invités à indiquer leurs

coordonnées (adresse électronique) afin d'être alertés à tout moment de tout événement relatif à la consultation (modifications de la consultation, échanges, résultat de la consultation...). Il leur est notamment conseillé de communiquer une adresse consultée quotidiennement et accessible à tout moment par plusieurs personnes au sein de l'entreprise candidat

ARTICLE 4 : VISITE OBLIGATOIRE

La visite du site est **obligatoire**.

En effet, les candidats, sont contractuellement réputés avoir, avant remise de leur offre, procédé aux vérifications nécessaires et à la reconnaissance de l'existant. Les offres des candidats seront contractuellement réputées tenir compte de toutes les constatations faites lors de la visite. Les candidats effectueront une des visites prévues aux dates suivantes :

Jeudi 24 avril 2025 de 9h30

Pour l'inscription aux visites, veuillez contacter par courriel M. Samir SAÏFI – responsable de la commande publique à l'adresse suivante : samir.saifi@comedie-francaise.org

A l'adresse suivante : Place Colette, 75001 Paris

Veuillez entrer par l'entrée de service (Galerie de Chartes en face des Colonnes de Buren) et vous présenter au PC sécurité.

A l'issue de la visite obligatoire, un certificat de visite sera remis au candidat. Le candidat devra joindre ce certificat à son offre, sous peine d'offre irrégulière.

ARTICLE 5 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

5.1 Documents à produire

5.1.1. Pièces de la candidature

Les candidats peuvent, à l'appui, de leur candidature, utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

Ils peuvent également utiliser le Document Unique de Marché Européen (D.U.M.E) disponible à l'adresse suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/>

Enfin, ils peuvent remettre les renseignements requis dans ces documents sous forme libre.

Le dossier de candidature doit être complet. Il comprendra à minima les pièces suivantes (originales), datées et signées : **Annexe 1 du présent document**.

En l'absence de référence, le candidat pourra, par tout autre moyen à sa convenance considérée comme approprié par le pouvoir adjudicateur, justifier de ses capacités techniques ou professionnelles pour réaliser les prestations.

Les entreprises nouvellement créées peuvent justifier de leur capacité financière par tout autre moyen, notamment une attestation bancaire ou la preuve d'une assurance contre les risques professionnels.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs

économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique ou tout autre moyen approprié pour justifier qu'il en disposera pour l'exécution du marché public.

NOTA : Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces. Les autres candidats qui ont la possibilité de compléter leur candidature, en seront informés dans le même délai.

5.1.2. Pièces de l'offre

Un projet de marché comprenant les documents originaux suivants :

- L'acte d'engagement (A.E.) complété ;
- La décomposition globale et forfaitaire complétée en totalité en fichier Excel exploitable et en PDF ;
- Le mémoire technique propre à chaque lot selon Mémoire types en Annexe 02 ;
- Le certificat de visite remis lors de la visite obligatoire ;

NOTA : Après ouverture des plis, les offres incomplètes peuvent faire l'objet d'une demande de régularisation dans un délai donné, dans les conditions définies par la législation en vigueur.

5.2 Modalités de présentation des documents

Le dossier sera transmis par voie électronique au moyen d'un dossier contenant deux dossiers distincts : l'un comportant les pièces de candidature et l'autre les pièces de l'offre.

Les informations et documents de la réponse seront en langue française, et déposés sur la plateforme de dématérialisation, dans les conditions précisées à l'article 7 du présent règlement de la consultation.

La signature des documents est possible (voir annexe 1 concernant les offres électroniques) dès le dépôt de la réponse mais n'est pas obligatoire. Seul le candidat informé que son offre est retenue est tenu de la signer.

Par ailleurs, conformément à l'article R. 2143-13 du code de la commande publique, les candidats ont la possibilité de remettre les éléments requis pour leur candidature par le biais d'un espace de stockage numérique. Les candidats ont, notamment, la possibilité d'accéder à un tel espace de stockage numérique, appelé « coffre-fort », sur le site www.marches-publics.gouv.fr.

Dans le cas où il souhaiterait utiliser un tel espace de stockage numérique, le candidat devrait indiquer à toutes les informations nécessaires à la consultation de cet espace. Les conditions minimales requises d'utilisation de cet espace sont précisées dans l'annexe susvisée. L'accès à cet espace devra être gratuit et accessible jusqu'à l'attribution du marché. Les documents déposés sur cet espace devront pouvoir être téléchargés par le pouvoir adjudicateur et devront être en cours de validité à la remise de l'offre.

Il est par ailleurs rappelé que les candidats ont la possibilité de déposer une copie de sauvegarde sur un support physique électronique ou papier. Cet envoi devra comporter la mention « copie de sauvegarde » conformément à l'article 7 du présent document.

Production des pièces par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra fournir les pièces suivantes s'il ne les a pas produits dans sa candidature.

Les documents listés à l'article 5.1.2 du présent règlement de la consultation, qui n'auraient pas été remis dans l'offre initiale, sauf en cas de mise à disposition desdits documents dans un espace de stockage numérique dont les coordonnées auraient été indiquées dans les pièces de l'offre.

Le candidat établi à l'étranger produit un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement.

Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés ci-dessus, ou lorsque ceux-ci ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.

Ces pièces sont à remettre tous les six (6) mois pendant toute la durée d'exécution du marché. Les candidats joindront une traduction en français des documents rédigés dans une autre langue.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le candidat produise les certificats et attestations listés ci-dessus. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur à l'attributaire pour remettre ces documents sera indiqué dans le courrier envoyé à celui-ci.

ARTICLE 6 : SELECTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique et dans les conditions prévues aux articles R. 21421 à R. 2152-13 du code de la commande publique.

6.1 Sélection des candidatures

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont, sans hiérarchie ni pondération

- Capacités techniques
- Garanties et capacités financières
- Capacités professionnelles

Conformément aux dispositions des articles L. 2142-1 et R. 2144-7 du code la commande publique, tout candidat se trouvant dans un cas d'interdiction de soumissionner, ne présentant pas des capacités suffisantes pour assurer l'exécution du marché, ou ne pouvant produire dans le délai imparti les documents ou explications requis par le pouvoir adjudicateur, pourra voir sa candidature déclarée irrecevable et être éliminé.

6.2 Jugement des offres

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Pour choisir l'offre économiquement la plus avantageuse, la Comédie-Française s'appuiera sur

les critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :

Critère de la valeur technique sur 60 points dont :

- Sous-critère 1 : Méthodologies proposées pour la réalisation des travaux noté sur 25 points
- Sous-critère 2 : Moyens humains et matériels et encadrement de chantier affectés spécifiquement au marché - noté sur 15 points
- Sous-critère 3 : Démarches environnementales et santé hygiène – noté sur 10 points
- Sous-critère 4 : Qualité des matériaux proposés – noté sur 10 points

Critère de la valeur prix sur 40 points

6.3 Discordance constatée dans l'offre d'un candidat

En cas de discordance dans une offre sur le plan du prix proposé, les dispositions suivantes sont appliquées :

- Les sommes indiquées en lettres prévalent sur les sommes indiquées en chiffre
- Les sommes en hors taxe prévalent sur les sommes indiquées en toutes taxes

Dans le cas où des erreurs de calcul (multiplication, addition, soustraction, ...) ou de report seraient constatées dans l'offre d'un candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente

ARTICLE 7 : CONDITION D'ENVOI ET DE REMISE DES OFFRES

Conformément à l'article R.2332-11 du code de la commande publique, le pli doit être remis par transmission électronique dans les conditions énoncées par le présent règlement de la consultation.

7.1 Se préparer pour une réponse dématérialisée sur PLACE

- Vérifier les prérequis techniques de la plate-forme, et la configuration du poste ;
- S'inscrire et s'authentifier sur www.marches-publics.gouv.fr ;
- S'assurer de la mise à jour de son SIRET sur son compte entreprise ;
- « Se préparer à répondre », en testant la fonctionnalité de remise des plis.

Une consultation de test est disponible dans le menu « aide ». Il est conseillé d'effectuer ce test avant d'engager une procédure de remise de plis sur une consultation réelle. Ce test vous permettra de vous familiariser avec la procédure.

Nous vous invitons à effectuer ces tests avant de remettre vos offres par voie électronique notamment s'il s'agit de votre premier envoi électronique.

Dans tous les cas, il est fortement conseillé de ne pas attendre le dernier moment pour déposer vos offres par voie électronique.

- Formats de fichiers préconisés : doc / .rtf / .pdf / .xls ou tableur / image : PNG / JPEG.
- Ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe", les formats vidéo ;
- Ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros" ;
- Faire en sorte que l'offre ne soit pas trop volumineuse (préconisations : < 100 mégas) ;

L'administration se réserve le droit de convertir les formats dans lesquels ont été encodés les fichiers, afin d'assurer leur lisibilité. Tous les fichiers envoyés devront être traités préalablement à l'anti-virus, à charge de l'entreprise candidate.

Accompagnement : le support technique de la plate-forme PLACE est à votre disposition pour vous accompagner !

7.2 Répondre électroniquement

Les candidats doivent transmettre leur pli par voie électronique à l'adresse suivante : www.marches-publics.gouv.fr. Aucun envoi sur support physique électronique ou par courrier électronique n'est autorisé.

Les modalités de présentation des plis électroniques sont décrites à l'article 7.1 des présentes.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01 :00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi. Une hotline est à votre disposition au numéro suivant : 01 53 43 05 45.

Les candidats sont informés que l'attribution du marché donnera lieu à la signature manuscrite de l'Acte d'engagement qui devra donc être rematérialisé sous format papier.

ARTICLE 8 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les candidats sont autorisés à solliciter auprès du pouvoir adjudicateur tous les renseignements ou documents complémentaires qu'ils jugeraient nécessaires à l'élaboration de leur offre. A cet effet, les candidats devront faire parvenir, au plus tard huit (10) jours calendaires avant la date limite de remise des offres.

Les candidats privilégieront la transmission de leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : www.marches-publics.gouv.fr.

Une réponse sera alors adressée, par écrit, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier de consultation, au plus tard six (6) jours calendaires avant la date limite de réception des offres, dans la mesure où le pouvoir adjudicateur disposera des éléments nécessaires.

Dans un double souci de transparence et d'égalité entre les concurrents, les réponses du pouvoir adjudicateur seront portées à la connaissance de tous les candidats ayant été destinataires du présent règlement de consultation, dans les conditions définies à l'article 3.2 ci-dessus.

Aucune suite ne sera donnée aux demandes de renseignements des candidats formulées par téléphone ou adressées au pouvoir adjudicateur au-delà de la date limite fixée au premier alinéa du présent article.

ARTICLE 9 : VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Les candidats peuvent obtenir tous renseignements sur les voies et délais de recours auprès du greffe du Tribunal administratif de Paris, aux coordonnées suivantes :

**Tribunal Administratif de Paris 7 rue de Jouy
75181 Paris Cedex 04
Téléphone : 01 44 59 44 00**

ANNEXE 1 : Pièces de la candidature

Liste des documents à fournir	DUME	Hors DUME
Capacité juridique du candidat		
Document Unique de Marché Européen (D.U.M.E) à fournir, le cas échéant, par chaque membre du groupement et par chaque sous-traitant	X	
lettre de candidature et, le cas échéant, habilitation du mandataire par ses co- traitants (DC 1 ou DUME ou forme libre comportant l'ensemble des informations figurant dans le formulaire DC1) ;		X
Déclaration du candidat (DC2 ou DUME ou forme libre comportant l'ensemble des informations figurant dans le formulaire DC2) ;		X
Déclaration sur l'honneur dûment datée et signée par le candidat pour justifier en application de l'article R. 2143-3 du code de la commande publique (DC1 ou DUME ou forme libre) : n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique ; être en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.		X
La copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire	X	X
Un extrait K, un extrait K bis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L.2141-3 du code de la commande publique ;	X	X
L'état annuel des certificats reçus, signé par la direction générale des finances publiques ou la copie des certificats délivrés par les administrations et organismes compétents attestant qu'il a effectué les déclarations lui incombant en matière fiscale ou sociale ou qu'il a acquitté les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales exigibles dont la liste est fixée par voie réglementaire, dans les conditions fixées à l'article L. 2141-2 du code de la commande publique ;		X
Le cas échéant, le candidat produit, en outre, les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7, et D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail, notamment :	X	X

La liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 précisant sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail), prévue aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail. Pour l'employeur établi hors de France qui emploie des salariés en détachement, les documents requis à l'article R.1263-12 du code du travail		
Capacité financière du candidat		
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant le domaine d'activité objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (DC2 ou forme libre) ;		X
Une attestation d'assurance responsabilité civile et risques professionnels en cours de validité ;	X	X
Un relevé d'identité bancaire	X	X
Capacités techniques et professionnelles		
Présentation d'une liste pertinente des principaux services fournis au cours des trois dernières années dans des domaines similaires ou analogues à ceux objets du présent marché, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par Une déclaration de l'opérateur économique ;	X	X
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat pour chacune des trois dernières années ;	X	X